



DÉCLARATION LIMINAIRE
CGT ÉDUC'ACTION DE L'ACADÉMIE DE NICE
CSA ACADÉMIQUE DU 17 JANVIER 2024

La CGT Educ'Action vous adresse tout d'abord, cher·es membres du CSA Académique de Nice, ses meilleurs vœux pour cette année 2024. Et pour commencer cette année dans cette instance, nous voudrions remercier le Président de République. En effet, écrire une déclaration est habituellement laborieux, mais depuis 6 ans ½ et la succession de ministres de l'éducation nationale particulièrement inspirant·es, il faut bien reconnaître que la tâche nous est facilitée. Depuis Jean-Michel Blanquer toutes les sorties médiatiques des ministres nous offrent des occasions de les critiquer et nous peignons à nous souvenir d'une communication, pire d'une réforme, qui ait quelque peu recueilli notre assentiment.

Les propos tenus par la ministre Oudéa-Castera n'ont rien d'une erreur ou d'une maladresse comme elle essaie de s'en justifier. Ils témoignent en vérité de ce que la macronie pense réellement de l'école publique. C'est un exemple de plus de promotion de la ségrégation sociale en faveur de l'enseignement privé. C'est un exemple de plus de toutes les tentatives de dénigrement qui contribue puissamment à notre prolétarisation. En outre, cela n'a rien de récent, le nouveau gouvernement Attal a juste tenté d'assumer sa position idéologique. Alors, le réel problème, même si une démission serait une saine étape, ce sont les politiques qui nous assaillent, nous asphyxient et détruisent nos métiers.

Nous ne voulons pas non plus continuer longtemps à discuter vainement de ce démarrage catastrophique, mais souhaitons partager avec vous une question. En fait, la première chose que nous nous sommes demandé·es à l'écoute de ces propos, c'est quelle aurait été votre réaction si c'était un·e collègue « lambda » de l'Académie de Nice qui avait tenu les mêmes propos, publiquement. Si un·e enseignant·e, de façon très visible dans les médias, avait considéré que le travail éducatif et de gestion des ressources était plus efficient quand les diocèses s'en chargeait, et surtout s'il ou elle avait affirmé « en faux » que l'école publique ne donnait pas confiance aux jeunes et qu'elle ne garantissait pas leur sécurité ? Alors, ce grave défaut de loyauté aurait-il justifié pour vous une procédure disciplinaire ? Quelles sanctions auriez-vous préconisé ?

L'autre problème immédiat c'est la préparation de la rentrée 2024, c'est une fois encore le manque de moyens. C'est les taux d'encadrement qui stagnent dans le premier degré alors que notre Académie est la dernière de France. Une académie où, qui plus est, la pauvreté explose avec +33% de population dans le 1^{er} quintile par rapport à l'année passée. Toutefois, concernant la répartition par département, nous reconnaissons que vous avez su prendre en considération les débats que nous avons initié l'année passée sur les critères, avec une proposition plus équilibrée entre les départements. Il n'en demeure pas moins que cette dotation ne ressemble pas à un « effort en faveur du premier degré ».

La CGT est très inquiète de la baisse des taux d'encadrement en lycée pour financer une nouvelle lubie : le très incertain « choc des savoirs » en collège. Des mesures dont personne ne connaît les contours exacts, mais qui assurément vont là encore à l'encontre de la mixité sociale avec la promotion des groupes de niveau, avec un retour au redoublement, avec l'obligation d'obtenir le DNB pour passer dans la classe supérieure, comme jadis le certificat d'étude qui privait les plus modestes d'avoir une chance d'accéder à l'enseignement secondaire. Encore une fois, c'est sans recul et sans concertation que le gouvernement agit, sur la seule base de leurs valeurs réactionnaires et conservatrices. Quel intérêt d'avoir les président et premier ministre les plus jeunes de la 5^{ème} république pour servir une politique de la 3^{ème} république ? La seule innovation, la seule « modernité » en quelque sorte, ce serait le port de l'uniforme. Et quand on voit la difficulté qu'ont les collègues pour obtenir des bus, pour des sorties culturelles par exemple, réelle action de lutte contre les inégalités, on est forcément circonspects quand on voit les sommes qui seront dépensées

pour simplement les camoufler. Honnêtement, nous nous demandons comment vous faites, Mme La Rectrice, pour d'un côté créer les RECT -pour tenter de favoriser la mixité sociale- et de l'autre nous faire bientôt la promotion du groupe de niveau. D'ailleurs, concernant « le choc des savoirs » nous sommes très inquiet·es du calendrier avec lequel il va se mettre en place et surtout de la manière avec laquelle vous allez le décliner dans l'Académie et les Établissements. Non pas que nous soyons demandeur de participer à cela, mais la précipitation avec laquelle il s'avance forcera un peu plus encore la fracture entre les enseignants et la haute considération qu'ils ont de leur mission.

Pour l'heure, on ne peut pas dire que la ministre ait brillé par sa communication, mais si elle veut bien l'entendre, nous pourrions lui expliquer que ce dont nous avons avant tout besoin, c'est de tranquillité, de stabilité, pour travailler efficacement. Prenons juste comme illustration le fait que depuis la session 2019, il n'y a pas eu deux sessions du bac identiques ! De 2019 à 2024, c'est déjà 6 années de changements perpétuels, et ce n'est pas fini. Nous avons aussi besoin de moyens pour encadrer nos élèves et d'augmenter les salaires pour redevenir attractif. Nous pensons, à la CGT, que cette feuille de route est bien plus claire et efficace si on prétend avoir une ambition pour l'École.